

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 26 juillet 2013.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du territoire, des Monuments et Sites, et de la Propreté publique et de la Coopération au développement,

R. VERVOORT

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée des Finances, du Budget, la Fonction publique et des Relations extérieures,

G. VANHENGEL

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de l'Environnement, de l'Energie et de la Politique de l'Eau, de la rénovation urbaine, de la Lutte contre l'incendie et l'Aide médicale urgente et du logement,

Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée des Travaux publics et des Transports,

Mme B. GROUWELS

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de l'Emploi, de l'Economie, de la Recherche scientifique,

Mme C. FREMAULT

—————
Note

Session ordinaire 2012/2013

Documents du Parlement :

A-371/1 Proposition d'ordonnance.

A-371/2 Rapport.

A-371/3 Amendements après rapport.

Compte rendu intégral :

Discussion et adoption : séance du vendredi 12 juillet 2013.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 26 juli 2013.

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Openbare Netheid en Ontwikkelingssamenwerking,

R. VERVOORT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen,

G. VANHENGEL

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Leefmilieu, Energie, Waterbeleid, Stadsvernieuwing, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp en Huisvesting,

Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Openbare Werken en Vervoer,

Mevr. B. GROUWELS

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Tewerkstelling, Economie en Wetenschappelijk Onderzoek,

Mevr. C. FREMAULT

—————
Nota

Gewone zitting 2012/2013

Documenten van het Parlement :

A-371/1 Voorstel van ordonnantie.

A-371/2 Verslag.

A-371/3 Amendementen na verslag.

Integraal verslag :

Bespreking en aanneming : vergadering van vrijdag 12 juli 2013.

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2013/31709]

26 JUILLET 2013. — Ordonnance relative à l'accès et à l'échange d'informations sur les câbles souterrains et sur les conduites et les canalisations souterraines (1)

Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Généralités*

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

Art. 2. Pour l'application de la présente ordonnance, on entend par :

1° câbles, conduites et canalisations : toute infrastructure souterraine installée sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale, utilisée et/ou destinée au transit, au transport, à la transmission ou à la distribution de substances solides, liquides ou gazeuses, ou d'énergie ou d'informations;

2° gestionnaire de câbles, de conduites ou de canalisations : la personne qui, dans le cadre de ses activités professionnelles ou de ses missions d'intérêt public, gère des câbles, des conduites ou des canalisations et leurs accessoires sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale ou en assume la gestion;

3° zones d'intérêt du gestionnaire de câbles, de conduites ou de canalisations : toutes les zones du territoire de la Région de Bruxelles-Capitale où sont situées les câbles, les conduites ou les canalisations de ce gestionnaire;

4° chantier : travail isolé ou tout ensemble de travaux dont la nature ou dont les engins et matériaux destinés à le(s) mettre en œuvre sont susceptibles de nuire à des câbles, à des conduites ou à des canalisations ou à modifier ceux-ci, indépendamment du fait que le travail soit effectué sur, dans ou au-dessus du domaine public et privé des pouvoirs publics et des organismes publics qui en dépendent, ou sur, dans ou au-dessus des propriétés privées;

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2013/31709]

26 JULI 2013. — Ordonnantie betreffende de toegang tot en de uitwisseling van informatie over ondergrondse kabels, buizen en leidingen (1)

Het Brussels Hoofdstedelijke Parlement heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen, het geen volgt :

HOOFDSTUK 1. — *Algemeen*

Artikel 1. Onderhavige ordonnantie regelt een materie beoogd in artikel 39 van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van onderhavige ordonnantie verstaat men onder :

1° kabels, buizen en leidingen : elke ondergrondse infrastructuur die op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest is geïnstalleerd, die wordt gebruikt en/of is bestemd voor doorvoer, vervoer, transmissie of verdeling van vaste, vloeibare of gasvormige stoffen of van energie of informatie;

2° kabel-, buis- of leidingbeheerder : de persoon die in het kader van zijn beroepsactiviteiten of zijn opdrachten van openbare dienst, kabels, buizen of leidingen en de accessoires ervan beheert op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest of het beheer ervan op zich neemt;

3° belangenzones van de kabel-, buis- of leidingbeheerder : alle zones van het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest waar de kabels, buizen of leidingen van deze beheerder zijn gelegen;

4° bouwplaats : ieder geïsoleerd werk of elk geheel van werken waardoor, wegens de aard ervan of door het gebruik van machines en materialen voor de uitvoering ervan, beschadigingen aan of wijzigingen van kabels, buizen of leidingen zouden kunnen optreden, ongeacht of dit werk wordt uitgevoerd op, in of boven het openbaar of privaat domein van de overheid en de openbare instellingen die ervan afhankelijk of op, in of boven private eigendommen;

5° demandeur : toute personne qui, en tant qu'auteur de projet, maître de l'ouvrage ou entrepreneur, tels que définis à l'article 1^{er}, 2°, 3° et 4° de l'arrêté royal du 21 septembre 1988 relatif aux prescriptions et obligations de consultation et d'information à respecter lors de l'exécution de travaux à proximité d'installations de transport de produits gazeux et autres par canalisations, établit un projet de chantier, le fait exécuter ou l'exécute, et, à cette fin, sollicite des informations sur l'emplacement des câbles, conduites, canalisations et de leurs accessoires;

6° zone d'emprise du chantier du demandeur : surface de terrain située sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale, représentée par un polygone convexe, utile à la réalisation du chantier, et à laquelle se rapporte la demande d'informations quant à l'emplacement des câbles, conduites ou canalisations;

7° système : l'application internet ayant pour objectif de permettre aux demandeurs qui projettent d'effectuer un chantier de s'informer de la présence de câbles, conduites, canalisations et de leurs accessoires à proximité du chantier;

8° territoire de la Région de Bruxelles-Capitale : domaine public et privé des pouvoirs publics et des organismes publics qui en dépendent ainsi que les propriétés privées.

Art. 3. Le gouvernement détermine le système et l'organisme en charge de le gérer.

CHAPITRE 2. — *Les obligations des gestionnaires de câbles, de conduites et de canalisations*

Art. 4. § 1^{er}. Tout gestionnaire de câbles, de conduites et de canalisations est tenu, dans les délais déterminés par le gouvernement, de :

1° s'enregistrer dans le système;

2° introduire et mettre à jour, dans le système, ses zones d'intérêts dont les caractéristiques peuvent être déterminées par le gouvernement;

3° fournir gratuitement à tout demandeur, les informations nécessaires à la localisation de ses câbles, de ses conduites et de ses canalisations et de leurs accessoires; le gouvernement peut déterminer la nature de ces informations, ainsi que le délai, la manière et la forme selon laquelle ces informations doivent être fournies.

§ 2. Les obligations découlant du § 1^{er} ne portent aucun préjudice aux obligations découlant de la réglementation sectorielle propre à chaque catégorie de gestionnaires de câbles, de conduites et de canalisations.

Les obligations visées à l'alinéa précédent sont applicables cumulativement avec celles prévues dans la présente ordonnance.

§ 3. Les gestionnaires de câbles, de conduites et de canalisations sont responsables de l'exactitude des zones d'intérêts qu'ils introduisent dans le système.

§ 4. Le gouvernement peut déterminer des modalités particulières et spécifiques d'application du présent article.

CHAPITRE 3. — *Les obligations des demandeurs*

Art. 5. § 1^{er}. Tout demandeur est tenu de :

1° introduire au plus tôt 40 jours ouvrables préalablement à l'exécution d'un chantier, exclusivement via le système, une demande d'informations sur l'emplacement des câbles, des conduites et des canalisations situés dans la zone d'emprise de son chantier; ce délai n'est pas d'application si l'information est nécessaire pour la phase de conception et d'étude des travaux projetés;

2° exécuter le chantier seulement après avoir reçu les informations demandées.

§ 2. Les obligations découlant du § 1^{er} ne portent aucun préjudice aux obligations découlant de la réglementation sectorielle propre à chaque catégorie de gestionnaires de câbles, de conduites et de canalisations.

Les obligations visées à l'alinéa précédent sont applicables cumulativement avec celles prévues dans la présente ordonnance.

§ 3. L'obligation d'introduire une demande d'informations découlant du § 1^{er} n'est pas applicable :

1° en cas de force majeure, ainsi qu'en cas d'urgence pour motif de sécurité publique ou de continuité de service public;

5° verzoeker : iedere persoon die als ontwerper, bouwheer of aannemer, zoals omschreven in artikel 1, 2°, 3° en 4° van het Koninklijk Besluit van 21 september 1988 betreffende de voorschriften en de verplichtingen van raadpleging en informatie bij het uitvoeren van werken in de nabijheid van installaties van vervoer van gasachtige en andere producten door middel van leidingen, een ontwerp van bouwplaats opmaakt, dit doet uitvoeren of zelf uitvoert en met dit doel om informatie verzoekt over de ligging van de kabels, buizen en leidingen en de accessoires ervan;

6° terrein van de bouwplaats van de verzoeker : oppervlakte die is gelegen op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, voorgesteld door een convexe polygoon, die nuttig is voor de uitvoering van de bouwplaats en waarop de aanvraag om informatie over de ligging van kabels, buizen of leidingen betrekking heeft;

7° systeem : de internettoepassing die als doel heeft de verzoekers die een bouwplaats plannen de mogelijkheid te geven informatie in te winnen over de aanwezigheid van kabels, buizen en leidingen en de accessoires ervan in de nabijheid van de bouwplaats;

8° grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest : openbaar en privaat domein van de overheid en van de openbare instellingen die ervan afhankelijk, alsook de private eigendommen.

Art. 3. De regering duidt het systeem aan en de instelling die wordt belast met het beheer van het systeem.

HOOFDSTUK 2. — *Verplichtingen van de kabel-, buis- en leidingbeheerders*

Art. 4. § 1. Elke kabel-, buis- en leidingbeheerder is, binnen de door de regering vastgelegde termijnen, ertoe gehouden om :

1° zich te registreren bij het systeem;

2° zijn belangenzones, waarvan de kenmerken kunnen worden vastgelegd door de regering, in het systeem in te voeren en bij te werken;

3° gratis aan elke verzoeker de informatie te verstrekken die nodig is voor de lokalisering van zijn kabels, buizen en leidingen en de accessoires ervan; de regering kan de aard van die informatie vaststellen alsook de termijn waarbinnen, de wijze en vorm waarop die informatie moet worden verstrekt.

§ 2. De verplichtingen uit § 1 doen geen afbreuk aan de verplichtingen uit de sectorale reglementering die specifiek is voor elke categorie van kabel-, buis- en leidingbeheerders.

De verplichtingen die in het vorige lid worden beoogd, zijn cumulatief van toepassing met deze waarin onderhavige ordonnantie voorziet.

§ 3. De kabel-, buis- en leidingbeheerders zijn verantwoordelijk voor de juistheid van de belangenzones die ze in het systeem invoeren.

§ 4. De regering kan bijzondere en specifieke modaliteiten voor de toepassing van dit artikel vaststellen.

HOOFDSTUK 3. — *Verplichtingen van de verzoekers*

Art. 5. § 1. Elke verzoeker is ertoe gehouden :

1° ten vroegste 40 werkdagen vóór de uitvoering van een bouwplaats, uitsluitend via het systeem, een verzoek tot informatie in te dienen over de ligging van de kabels, buizen en leidingen die in het terrein van zijn bouwplaats zijn gelegen; deze termijn geldt niet indien de informatie nodig is voor de conceptiefase en voorafgaande studies van de beoogde werken;

2° de bouwplaats pas uit te voeren nadat hij de gevraagde informatie heeft ontvangen.

§ 2. De verplichtingen uit § 1 doen geen afbreuk aan de verplichtingen uit de sectorale reglementering die specifiek is voor elke categorie van kabel-, buis- en leidingbeheerders.

De verplichtingen die in het vorige lid worden beoogd, zijn cumulatief van toepassing met deze waarin onderhavige ordonnantie voorziet.

§ 3. De verplichting tot het indienen van een verzoek tot informatie uit § 1 is niet van toepassing :

1° bij overmacht, alsook bij dringende noodzaak wegens openbare veiligheid of continuïteit van de openbare dienst;

2° pour s'il s'agit d'un chantier exécuté uniquement manuellement, à l'exclusion de toute force mécanique;

3° s'il s'agit d'un chantier sur des terres utilisées à des fins agricoles ou sur un terrain privé utilisé à des fins domestiques pour autant que le chantier ne dépasse pas 50 cm de profondeur.

§ 4. Le gouvernement peut déterminer des modalités particulières et spécifiques d'application du présent article.

CHAPITRE 4. — *Sanctions*

Art. 6. § 1^{er}. Les fonctionnaires et agents régionaux et communaux désignés pour surveiller l'exécution de l'ordonnance du 3 juillet 2008 relative aux chantiers en voirie, en application de son article 83, sont également désignés pour surveiller l'exécution de la présente ordonnance, sous les mêmes conditions et modalités définies par cet article 83.

§ 2. Les personnes suivantes seront sanctionnées d'une amende allant de 50 à 500.000 euros :

1° tout gestionnaire de câbles, conduites et canalisations qui ne s'enregistre pas au système;

2° tout gestionnaire de câbles, conduites et canalisations qui n'introduit pas sa zone d'intérêt et/ou ne met pas à jour les données de sa zone d'intérêt;

3° toute personne qui, conformément à la présente ordonnance, doit introduire une demande d'informations concernant l'emplacement de câbles, conduites et canalisations et ne le fait pas ou ne le fait pas en temps utile, ou exécute le chantier sans avoir reçu les informations demandées;

4° toute personne qui fournit intentionnellement des données et informations erronées ou qui emploie le système, les données et informations dans d'autres buts que ceux visés par l'ordonnance.

CHAPITRE 5. — *Dispositions finales*

Art. 7. Les articles 8, alinéa 2, 4°, et 27 de l'ordonnance du 5 mars 1998 relative à la coordination et l'organisation des chantiers en voie publique en Région de Bruxelles-Capitale, sont abrogés.

Art. 8. Le gouvernement détermine, pour chaque article ou partie d'article de la présente ordonnance, la date à laquelle la présente ordonnance entre en vigueur.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 26 juillet 2013.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du territoire, des Monuments et Sites, et de la Propreté publique et de la Coopération au développement,

R. VERVOORT

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée des Finances, du Budget, la Fonction publique et des Relations extérieures,

G. VANHENGEL

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de l'Environnement, de l'Energie et de la Politique de l'Eau, de la rénovation urbaine, de la Lutte contre l'incendie et l'Aide médicale urgente et du logement,

Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée des Travaux publics et des Transports,

Mme B. GROUWELS

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de l'Emploi, de l'Economie, de la Recherche scientifique,

Mme C. FREMAULT

—
Note

(1) *Session ordinaire 2012-2013.*

Documents du Parlement. — Proposition d'ordonnance, A-394/1. — Rapport, A-394/2.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du vendredi 12 juillet 2013.

2° indien het een bouwplaats betreft die uitsluitend manueel worden uitgevoerd, met uitsluiting van elke mechanische kracht;

3° indien het een bouwplaats betreft op grond die gebruikt wordt voor landbouwdoeleinden of op privaat domein voor huishoudelijke werken voor zover de diepte van de bouwplaats niet meer dan 50 cm is.

§ 4. De regering kan bijzondere en specifieke modaliteiten voor de toepassing van dit artikel vaststellen.

HOOFDSTUK 4. — *Sancties*

Art. 6. § 1. De gewestelijke en gemeentelijke ambtenaren en beambten die werden aangewezen om toezicht te houden op de uitvoering van de ordonnantie van 3 juli 2008 betreffende de bouwplaatsen op de openbare weg, met toepassing van artikel 83 van die ordonnantie, worden eveneens aangeduid om toezicht te houden op de uitvoering van onderhavige ordonnantie, onder dezelfde voorwaarden en modaliteiten als omschreven door dat artikel 83.

§ 2. De volgende personen zullen worden bestraft met een geldboete van 50 tot 500.000 euro :

1° elke kabel-, buis- en leidingbeheerder die zich niet registreert in het systeem;

2° elke kabel-, buis- en leidingbeheerder die zijn belangenzone niet invoert en/of bijwerkt;

3° eenieder die, overeenkomstig deze ordonnantie, een verzoek tot informatie over de ligging van de kabels, buizen en leidingen moet indienen en dat niet of niet tijdig doet, of de bouwplaats uitvoert zonder de gevraagde informatie te hebben ontvangen;

4° eenieder die opzettelijk foute informatie verstrekt of die het systeem, de gegevens en de informatie gebruikt met andere doeleinden dan deze die met de ordonnantie beoogd worden.

HOOFDSTUK 5. — *Slotbepalingen*

Art. 7. De artikelen 8, 2e lid, 4°, en 27 van de ordonnantie van 5 maart 1998 betreffende de coördinatie en de organisatie van de werken op de openbare weg in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest worden afgeschaft.

Art. 8. De regering bepaalt voor elk artikel, of onderdeel ervan, van deze ordonnantie de datum waarop deze ordonnantie in werking treedt.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 26 juli 2013.

De Minister-Président van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Openbare Nethheid en Ontwikkelingssamenwerking,

R. VERVOORT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen,

G. VANHENGEL

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Leefmilieu, Energie, Waterbeleid, Stadsvernieuwing, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp en Huisvesting,

Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Openbare Werken en Vervoer,

Mevr. B. GROUWELS

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Tewerkstelling, Economie en Wetenschappelijk Onderzoek,

Mevr. C. FREMAULT

—
Nota

(1) *Gewone zitting 2012-2013.*

Documenten van het Parlement. — Voorstel van ordonnantie, A-394/1. — Verslag, A-394/2.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van vrijdag 12 juli 2013.